

Grand entretien Cynthia Fleury

« L'enjeu devant nous, c'est la reconquête, la repolitisation du temps »

Série

A l'occasion des fêtes de fin d'année, l'Opinion publie une série de grands entretiens pour analyser 2022 et se projeter vers 2023.

Interview Catherine Boullay

PHILOSOPHE ET PSYCHANALYSTE, **Cynthia Fleury** est professeur titulaire de la chaire Humanités et Santé du Conservatoire national des arts et métiers, et titulaire de la chaire de philosophie du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences.

S'il fallait trouver un mot pour qualifier 2022?

Sans être bêtement collapsologiste, je dirais vulnérabilité systémique.

Pourquoi?

Nous allons revenir à des économies de la raréfaction, entrer dans des modes récurrents dits « dégradés ». Nous allons les vivre dans notre vie quotidienne. Or collectivement, notre génération a une inexpérience de l'économie de la contrainte. La crise pandémique a « permis » ce passage de la théorie, du savoir (depuis 1970, le risque systémique est documenté) au vécu, à l'intégration émotionnelle d'une nouvelle réalité. En 2023, nous allons poursuivre l'intégration de la contrainte au quotidien et dans nos modes de production.

Quelles sont les solutions pour contrer cette « vulnérabilité systémique », et dépasser l'invariable mise en opposition de la fin du monde et de la fin du mois?

La décentralisation en est une. Je parie sur ces îlots-là, d'expérimentation locale, pour garder l'espérance en marche. Sur le terrain, il y a quantité d'innovations, d'initiatives intéressantes. Certains territoires tentent par exemple d'inventer de nouveaux modes d'habitabilité en adéquation avec la transition écologique. Pas de « top down » mais du « bottom up » avec les acteurs locaux. Les individus se ressaisissent de leur pouvoir d'agir par la création de programmes dans les écoles, la remise en circulation d'un train, la gestion de l'eau...

Tout le monde n'a pas le temps de s'investir dans la politique locale, ni même d'y réfléchir. Est-ce que vous voyez cette tendance à la repolitisation à l'œuvre dans les années à venir?

C'est justement une des reconquêtes importantes à venir. Car le temps est un objet politique, qui, normalement, dans l'Etat social de droit, doit servir à produire de l'émancipation. Or, ces vingt-cinq dernières années s'est opérée une dépolitisation du temps par deux techniques. D'abord, il s'est opéré par l'économisation du monde : on a traqué le temps par le « lean management » - capter le temps qu'il reste afin de le verser au productivisme. Ensuite, le temps qui restait a été capté par le



FRANCESCA MANTOVANI

« Les questions d'égalité des genres demandent une vigilance extrême et beaucoup d'humilité », estime **Cynthia Fleury**.

Pour sortir de ce système, il faut une certaine forme de courage... En 2010, vous avez dénoncé « la fin du courage ». Douze ans plus tard, est-il revenu?

J'étais partie d'un constat de déliquescence, d'effacement de la morale dans le monde du travail, de sidération des personnes devant une révolution managériale qui les prenait de court. Au bout de vingt ans de course au profit forte, il y a une sorte de réveil, les paroles s'autorisent plus, sur l'épuisement professionnel, la question des lanceurs d'alerte, du harcèlement sexuel. Je le vois notamment chez les étudiants : ils ne sont pas prêts à subir ce que notre génération a subi comme une évidence et c'est une bonne chose.

Vous êtes membre du Comité de gouvernance de la convention citoyenne sur la fin de vie, en parallèle de la mission parlementaire Falorni, la mission commune Véran-Firmin Le Bodo ; tout cela va finir au Parlement avec un débat. En quoi est-ce utile d'avoir autant de doublons?

Ces « doublons » permettent une véritable appropriation, non seulement de la question

« juridique » la plus apaisée possible, la plus humaine possible. L'ensemble de ces « dispositifs » au travail œuvre à cela.

Pour soulager certaines souffrances physiques ainsi que des handicaps, le projet Neuralink d'Elon Musk, en stimulant le cerveau au moyen d'électrodes, nous fait avancer à grand pas vers le transhumanisme. Est-ce, pour la philosophie que vous êtes, un progrès?

Le récit transhumaniste fonctionne comme une grande nouvelle mystification. De quoi cette augmentation est-elle le nom ? Parle-t-on de perfectionnement du sujet, d'amélioration du

sujet éthiquement parlant, philosophiquement. Ou alors, cette « augmentation » est-elle une désubstantialisation de la notion d'amélioration éthique ? L'illusion transhumaniste consiste à nier l'évolution symbolique de l'homme - culturelle, éthique, éducative, etc. - pour lui substituer une seule évolution technique, quantitative. Le transhumanisme apparaît comme une nouvelle religion, dogmatique car purement scientiste, posant une sorte de nouveau « dieu » avec la figure de l'homme augmenté, en se souciant finalement peu de la vieille question - non augmentée - de la justice sociale.

En octobre dernier, Elon Musk a pris la tête de Twitter. Un réseau social trusté par un milliardaire, est-ce un problème?

Oui, car l'indépendance des médias est es-



Cynthia Fleury est philosophe et psychanalyste, professeur titulaire de la Chaire Humanités et Santé du Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire de philosophie du GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences. En mai 2022, elle a publié avec Antoine Fenoglio *Ce qui ne peut être volé, charte du Verstohlen* (éditions Tracts Gallimard).

« Les réseaux sociaux sont un des grands panoptiques de notre monde. Ce sont plus des lieux de contrôle social que de sociabilité : chacun regarde chacun se regardant. C'est donc un univers de normalisation, d'auto-contrainte, de comparatisme permanent, très lourd »

loisir : les régimes d'attention - « tout le monde devant Netflix ! ». Or ce temps nous est nécessaire pour agir dans le monde. Si toute la journée, on produit et que le soir, on rentre sous la couette pour regarder une série, on n'agit plus, on est dépolitisé. Donc cette grande conquête du temps, de la repolitisation du temps pour transformer le monde, c'est le grand enjeu devant nous.

éthique de la fin de vie, mais également des protocoles démocratiques pour la penser. Depuis la création du CCNE il y a bientôt quarante ans, nous avons vu l'évolution de la société française : à l'époque, considérer que l'aide médicale à mourir puisse être un « soin » était résolument inaudible. Aujourd'hui, de nombreux patients disent « Je veux partir à la Godard ». Pour autant, c'est à la société française de trouver la position

sentielle pour protéger leur faculté régulatrice en termes d'outils démocratiques garants de la pluralité, d'une forme d'objectivation des savoirs, disons de présentation cartographique des enjeux de société. Or, avec ce phénomène de réduction des sources de financement des médias, ces derniers deviennent uniquement des caisses de résonance de telle ou telle opinion, comme s'ils étaient des organes non déclarés de tels ou tels partis politiques. Résultat, c'est toute la qualité délibérative de l'espace public qui en prend un coup. Personne ne songe à censurer les réseaux sociaux, ou les médias d'opinion, mais personne ne peut se satisfaire de leur seule prolifération, il est important de maintenir également, dans le champ mainstream, des lieux informationnels pluralistes de grande qualité.

De manière générale, comment voyez-vous évoluer les réseaux sociaux?

Les réseaux sociaux sont un des grands panoptiques de notre monde. Ce sont plus des lieux de contrôle social que de sociabilité : chacun regarde chacun se regardant. C'est donc un univers de normalisation, d'auto-contrainte, de comparatisme permanent, très lourd. Sur le papier, c'est une socialisation infinie ; dans les faits, elle est plutôt réduite à sa seule rivalité mimétique, ou à des formes d'auto-référentialité. Les réseaux sociaux ont promu une « sociabilité » de persona, autrement dit de masques, d'anonymisation, d'avatars, avec aucune obligation de sincérité. Ce n'est pas nouveau mais démultiplié, et cela renforce la déresponsabilisation, le désengagement, la violence. C'est devenu un lieu d'autorisation de l'hostilité ordinaire.

A cet égard, est-ce que 2023 ne va pas nous amener vers une quête de vérité, peut-être plus complexe pour les médias?

Depuis le début des années 2000, les sciences humaines et sociales ont décrit un phénomène global de « post-vérité », comme cadre méta-cognitif commun. Les fake news, les faits alternatifs, la novlangue, le deep fake, la fin de la confiance dans les élites intellectuelles et scientifiques... ont grandement mis à mal cette notion de « parrésia », de dire-vrai. Or la démocratie a structurellement un pacte avec elle. Si on annule ce pacte « parrésiasique », elle se disloque. Cela ne signifie pas que la démocratie ne permet pas l'énonciation des vérités d'opinion, mais elle promet conjointement qu'il existe une hiérarchie des régimes de vérité : par exemple, dans l'enceinte parlementaire, pour aider la prise de décision politique, nous allons privilégier les vérités d'ordre scientifique. Les médias n'ont pas cette obligation scientifique comme les universitaires, mais ils ont une obligation d'information plurielle, de qualité, prouvée. Ils sont aussi garants de cet accès, pour tous les citoyens, à cette parole-là.

Vous vous êtes intéressée également au mouvement #metoo dont on a fêté les cinq ans en 2022, et notamment à la dépatricarisation. Comment voyez-vous évoluer ce mouvement dans les années à venir?

Tout mouvement crée des réactions, et déjà se forment des collectifs « masculinistes » hypersexistes, dont il faudra se prémunir. Pour autant, la dépatricarisation est en marche, et cela renvoie la vie ordinaire des familles, des entreprises, des partis politiques, etc. Je crois néanmoins que ces questions d'égalité des genres demandent une vigilance extrême et beaucoup d'humilité. L'inscription de l'IVG dans la Constitution va dans ce sens.

Quel serait votre mot pour décrire 2023?

Le mot que j'utiliserais pour décrire 2023 serait « désorientation ». Car ce mal diagnostiqué, je le vois extraordinairement à l'œuvre, chez les individus, dans les organisations. Au niveau politique, nous ne sommes pas à l'abri d'un trumpisme à la française, sorte de phase droitiste, alliant repli nationaliste et ressentiment.

@CBoullay

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout. Rédacteur en chef : Rémi Godeau. Rédacteurs en chef adjoints : Olivier Baccuzat, Marie-Catherine Beuth et Emmanuel Ginisty. BEY MEDIAS PUBLICITÉS - Tél : 01 40 69 46 96. Directrice générale adjointe, commerce : Cécile Colomb. Publicité commerciale : Ronan Daligault, Pierre-Louis Orsini. Publicité financière : Nicolas Wattinne. SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1123 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h37 pour sa chronique *Voyage en absurde*